

Compte tenu des recommandations du rapport final du deuxième Conseil sur les réformes de l'APD qui s'est tenu en mars 2002, la JICA a plus que jamais conscience de ses responsabilités d'agence d'exécution de programmes d'aide, face aux attentes de la population japonaise et à

l'objectif d'amélioration de l'efficacité de l'aide. Dans la perspective du passage à un statut d'agence indépendante, la JICA recherche le maximum d'efficacité et d'efficience dans la mise en œuvre de ses projets.

Tableau 1-9 Apports d'APD fournis par les pays du CAD en 2000 et 2001

2000							2001						
Position	Pays	Total (en millions de dollars)	Part du total du CAD (%)	Évolution depuis l'année précédente (%)	% du PNB		Position	Pays	Total (en millions de dollars)	Part du total du CAD (%)	Évolution depuis l'année précédente (%)	% du PNB	
					%	Rang						%	Rang
1	Japon	13 508	25,1	-11,84	0,31	8	1	États-Unis	10 884	21,2	9,33	0,11	22
2	États-Unis	9 955	18,5	8,86	0,10	22	2	Japon	9 678	18,8	-28,35	0,23	18
3	Allemagne	5 030	9,4	-8,79	0,24	15	3	Allemagne	4 879	9,5	-3	0,27	13
4	Royaume-Uni	4 501	8,4	30,46	0,31	8	4	Royaume-Uni	4 659	9,1	3,51	0,32	11
5	France	4 105	7,6	-27,18	0,29	10	5	France	4 293	8,4	4,58	0,34	7
6	Pays-Bas	3 135	5,8	-0,03	0,78	3	6	Pays-Bas	3 155	6,1	0,64	0,82	3
7	Suède	1 799	3,3	10,37	0,76	4	7	Espagne	1 748	3,4	46,28	0,30	12
8	Canada	1 744	3,2	2,65	0,27	12	8	Danemark	1 599	3,1	-3,91	1,01	1
9	Danemark	1 664	3,1	-3,98	0,97	1	9	Suède	1 576	3,1	-12,40	0,76	5
10	Italie	1 376	2,6	-23,81	0,12	21	10	Canada	1 572	3,1	-9,86	0,23	18
11	Espagne	1 195	2,2	-12,33	0,20	19	11	Italie	1 493	2,9	8,50	0,14	21
12	Norvège	1 264	2,4	-7,74	0,84	2	12	Norvège	1 346	2,6	6,49	0,83	2
13	Australie	987	1,8	0,51	0,25	14	13	Suisse	908	1,8	2,02	0,34	7
14	Suisse	890	1,7	-9,55	0,33	6	14	Belgique	866	1,7	5,61	0,37	6
15	Belgique	820	1,7	7,89	0,32	7	15	Australie	852	1,7	-13,68	0,25	14
16	Autriche	423	0,8	-19,73	0,21	18	16	Autriche	457	0,9	8,04	0,25	14
17	Finlande	371	0,7	-10,82	0,29	10	17	Finlande	389	0,8	4,85	0,33	9
18	Portugal	271	0,5	-1,81	0,24	15	18	Irlande	285	0,6	21,28	0,33	9
19	Irlande	235	0,4	-4,08	0,27	12	19	Portugal	267	0,5	-1,48	0,25	14
20	Grèce	226	0,4	16,49	0,18	20	20	Grèce	194	0,4	-14,16	0,19	20
21	Luxembourg	127	0,2	6,72	0,65	5	21	Luxembourg	142	0,3	11,81	0,80	4
22	Nouvelle-Zélande	113	0,2	-15,67	0,23	17	22	Nouvelle-Zélande	111	0,2	-1,77	0,25	14
Total des pays du CAD		53 737	100	-4,79	0,22		Total des pays du CAD		61 354	100	-4,43	0,22	

Remarques : 1. Ce tableau n'inclut pas l'aide fournie à l'Europe centrale et orientale ni aux pays émancipés de l'aide.
2. Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.
3. Les valeurs pour les résultats de 2001 sont provisoires.

Aperçu Statistique des Activités de la JICA



Stagiaires chinois étudiant les modes d'analyse de la pollution de l'eau au Centre de recherche des sciences de l'environnement de la préfecture de Toyama

Budget Total et Ventilation

Résultats de l'APD pour 2001

Comme indiqué dans la première partie de ce chapitre, le montant total de l'aide publique au développement (APD) japonaise pour l'année 2001 a été de 9,70355 milliards de dollars en comptant les apports à l'Europe centrale et orientale, aux nations émancipées de l'aide* et à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) (voir le Tableau 1-10), dont 2,81098 milliards de dollars absorbés par la coopération technique, soit 29 % de l'APD totale du Japon. Les activités de la JICA ont représenté 1,37015 milliard de dollars, soit 48,7 % du montant de la coopération technique japonaise. Ces chiffres correspondent à une diminution de 24,1 % par rapport à l'année précédente pour l'ensemble de la coopération technique et à une diminution de 6,2 % pour les activités de la JICA. Le Tableau 1-10 indique la ventilation des dépenses de coopération technique.

Le budget initial de la JICA pour l'exercice 2001 a été de 187,1 milliards de yens (4,5 % de moins que l'année précédente), dont 176,8 milliards de dons, 2,2 milliards d'investissements et 8,1 milliards de fonds en fiducie. Les programmes gérés par la JICA ont absorbé 151,7 milliards de yens (64 %) du budget de la coopération financière non remboursable alloué au ministère des Affaires étrangères, qui s'est élevé à 237 milliards de yens. La Figure 1-11 indique l'évolution du budget de la JICA depuis 1974.

Ventilation Régionale des Activités

En 2001, les activités de coopération technique de la JICA ont été réparties à raison de 46,4 % pour l'Asie, 7,6 % pour le Moyen-Orient et le Maghreb, 15 % pour l'Afrique, 19,9 % pour l'Amérique latine, 2,9 % pour l'Océanie et 2 % pour l'Europe. La Figure 1-12 montre la répartition par région en 2000 et 2001.

Tableau 1-10 L'APD japonaise et les programmes de la JICA (unité : 1 million de dollars)

Poste	Année civile	2000	2001
Aide publique au développement		13 419	9 704
Dépenses de coopération technique (% de l'APD)		3 705 (27,6 %)	2 811 (29 %)
Part des activités de la JICA (% des dépenses de coopération technique)		1 460 (39,4 %)	1 370 (48,7 %)
Ventilation des dépenses de coopération technique	Participants à une formation technique (données pour la JICA)	395 (248)	328 (236)
	Experts et membres de missions d'étude (données pour la JICA)	890 (808)	768 (768)
	Volontaires (données pour la JICA)	183 (160)	147 (145)
	Étudiants étrangers	469	431
	Fourniture d'équipements, coopération pour la recherche, etc. (données pour la JICA)	1 767 (245)	1 136 (221)

Remarques : 1. Europe centrale et orientale, pays émancipés de l'aide et BERD inclus.
2. Les valeurs pour les résultats de 2001 sont provisoires.

Ventilation Sectorielle des Activités

En 2001, la répartition sectorielle des activités de coopération technique de la JICA a été de 12,7 % pour la planification et l'administration, 18,6 % pour les travaux et les services publics, 19 % pour l'agriculture, la foresterie et la pêche, 8,4 % pour les mines et l'industrie, 2,6 % pour l'énergie, 2,4 % pour le commerce et le tourisme, 13,9 % pour le développement des ressources humaines, 12 % pour la santé et les soins médicaux et 1,4 % pour le bien-être social.

Les apports de coopération financière non remboursable fournis par la JICA en 2001 ont été ventilés comme suit : 2,4 % pour l'environnement, 23,3 % pour les transports et les communications, 15 % pour la santé publique et les soins médicaux, 30,7 % pour l'agriculture, la foresterie et la pêche, et 12,4 % pour l'éducation et le développement des ressources humaines.

La Figure 1-13 indique la répartition des dépenses par secteur pour 2000 et 2001.

Figure 1-11 Évolution du budget de la JICA

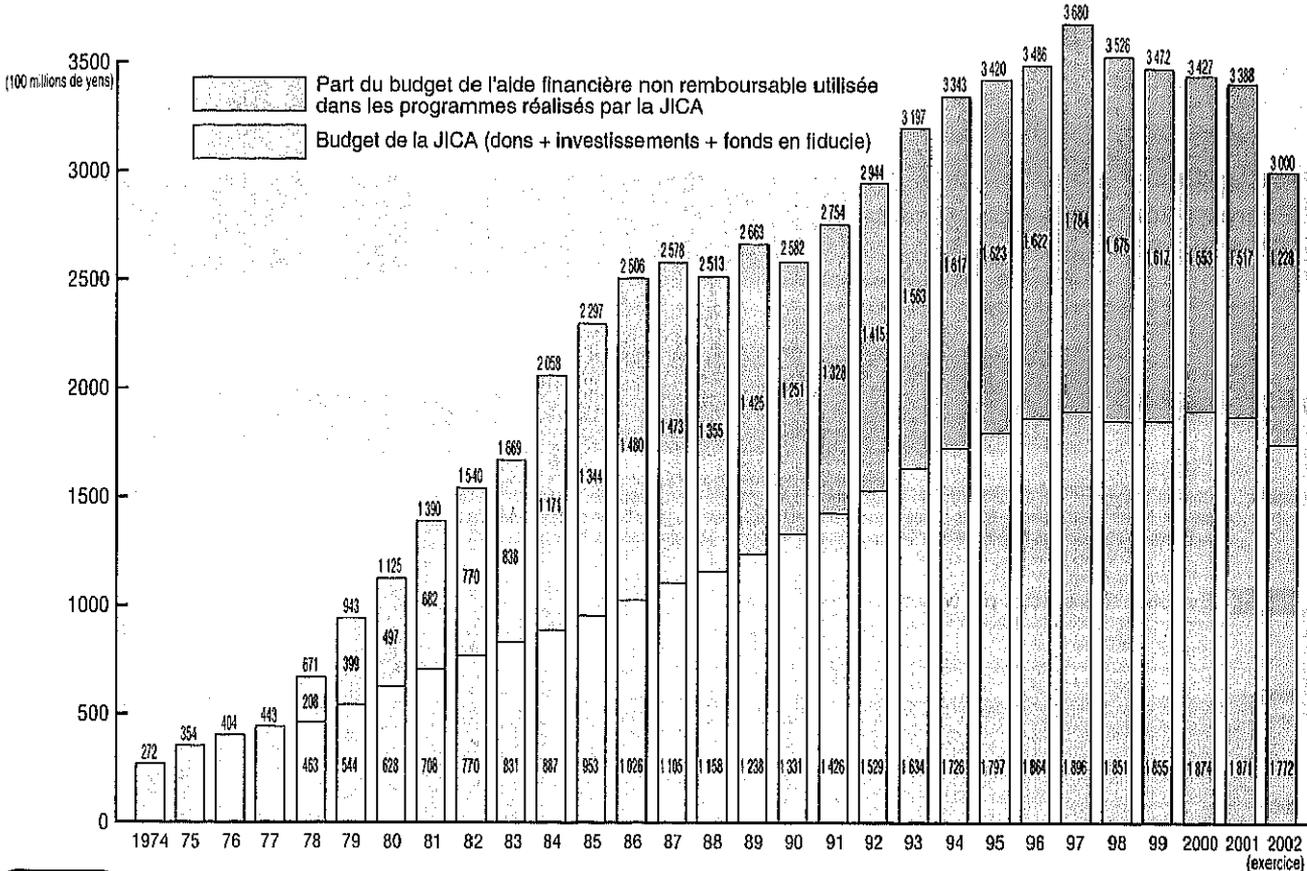


Figure 1-12 Répartition des dépenses par région

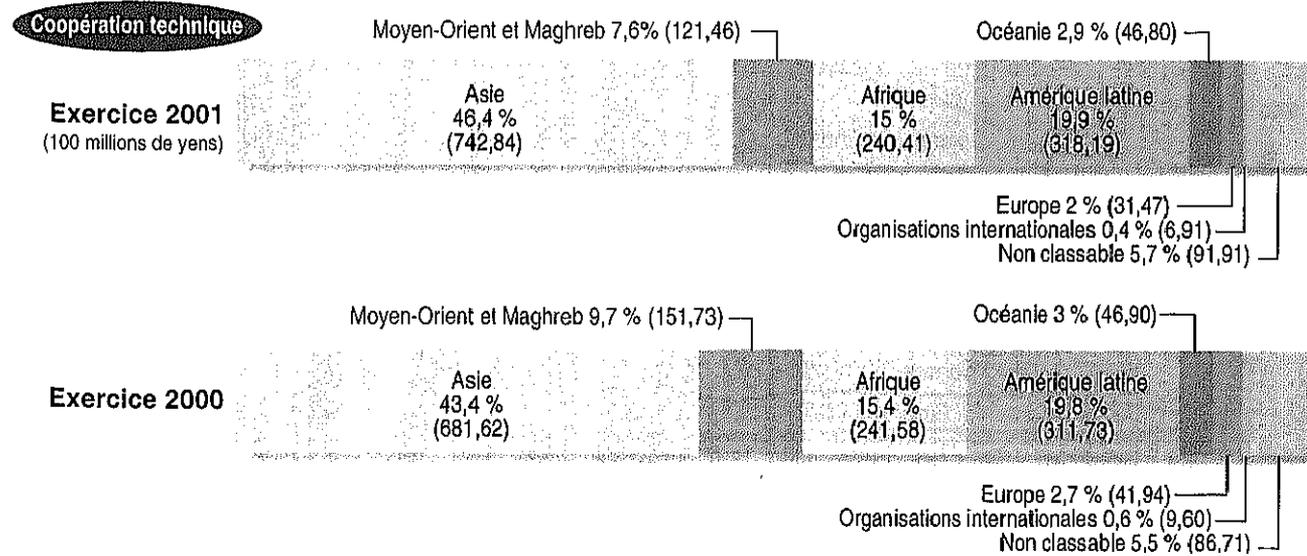
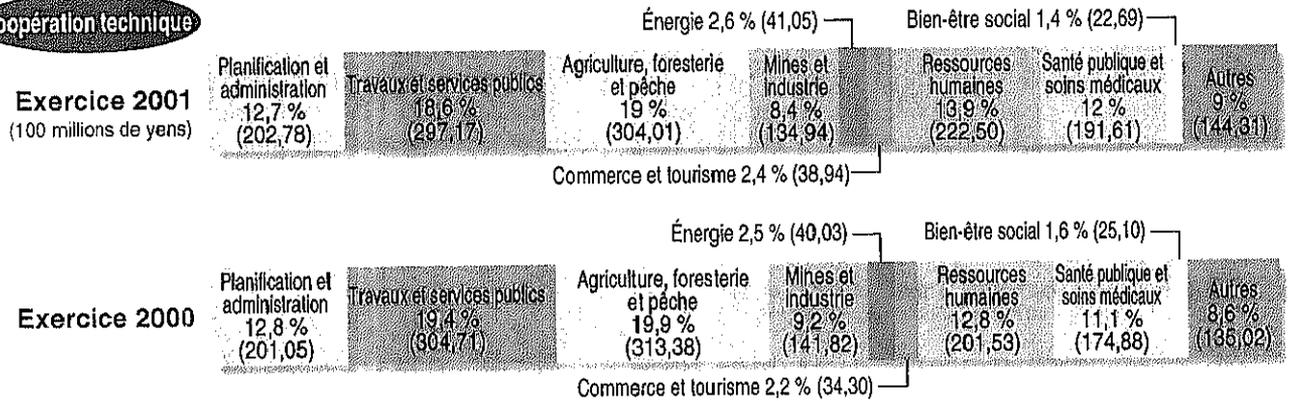
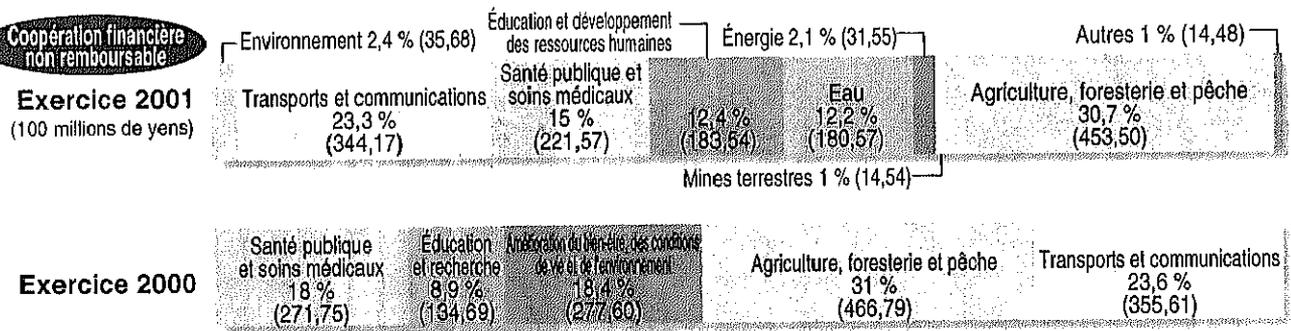


Figure 1-13 Répartition des dépenses par secteur

Coopération technique

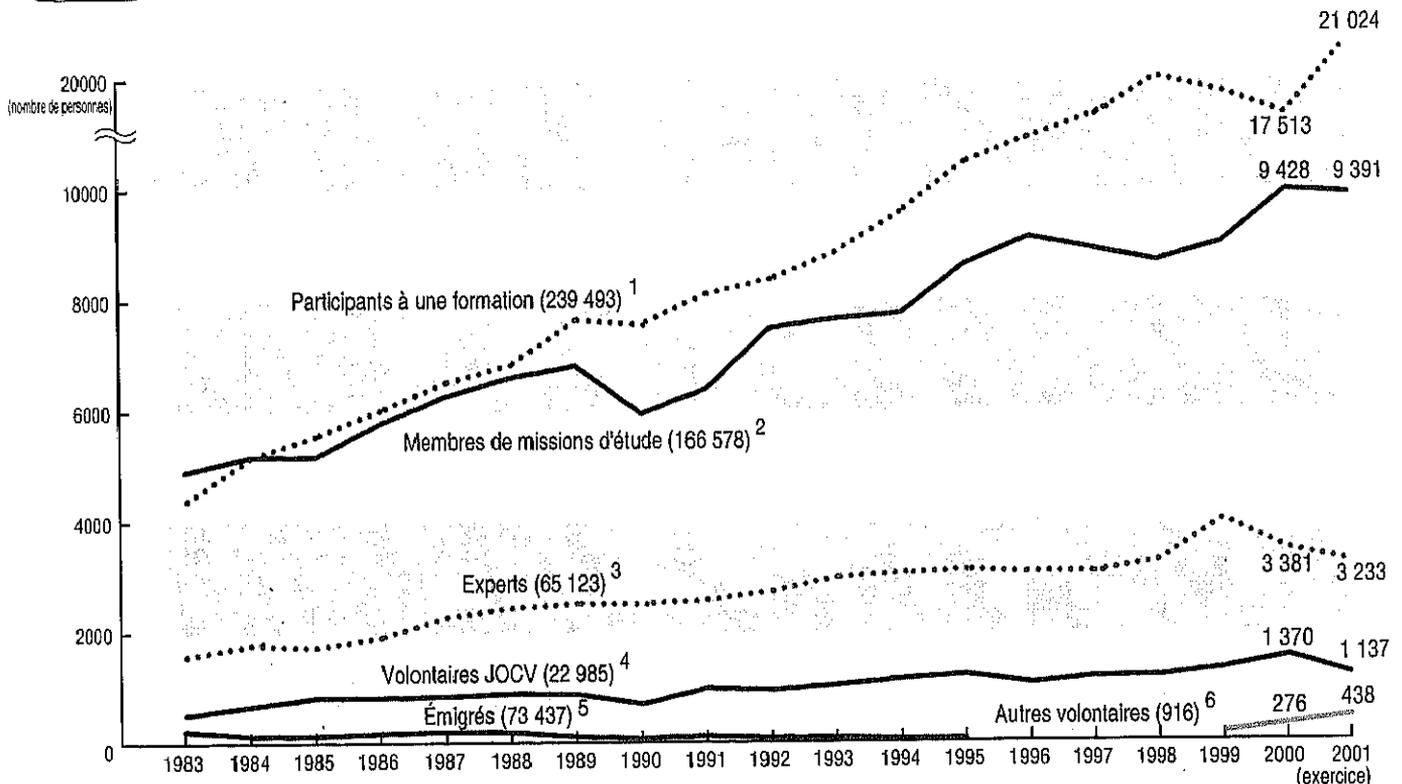


Coopération financière non remboursable



Remarques : 1. Chiffres fondés sur des décisions du Cabinet concernant les activités de coopération financière non remboursable menées par la JICA (fonds général/projets généraux, fonds pour la pêche, fonds d'aide alimentaire* et fonds pour l'augmentation de la production alimentaire) pour les exercices 2000 et 2001.
2. Activités de coopération financière non remboursable et études du plan de base réalisées par la JICA.

Figure 1-14 Évolution des effectifs par type de coopération



Remarques : 1. Total cumulé 1954-2001 2. Total cumulé 1957-2001 3. Total cumulé 1955-2001 4. Total cumulé 1965-2001 5. Total cumulé 1952-1995
6. Total cumulé 1999-2001 (comprend les volontaires seniors, les volontaires des Nations unies et les volontaires auprès des communautés japonaises à l'étranger, données qui jusqu'à l'exercice 1998 étaient réparties dans les autres totaux.)

Évolution des Effectifs par Type de Coopération

Au cours de l'exercice 2001, la JICA a accueilli 21 024 participants à des programmes de formation et envoyé 3 233 experts, 9 391 membres de missions d'étude, 1 137 volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et 438 autres volontaires à l'étranger. La Figure 1-14 indique l'évolution des effectifs par type de coopération depuis 1983.

Ventilation des Dépenses par Programme

Les chiffres pour l'exercice 2001 indiquent que les plus fortes dépenses sont comptabilisées par la coopération technique de projet-type, avec un montant de 37,4 milliards de yens pour ce programme. Selon ce critère, la formation technique arrive en deuxième position suivie des études de développement (voir la Figure 1-15). Une répartition des dépenses totalisées par programme pour la période comprise entre les exercices 1954 et 2001 est présentée dans la Figure 1-16.

Figure 1-15 Ventilation des dépenses par programme (exercice 2001) (unité : 1 000 yens)

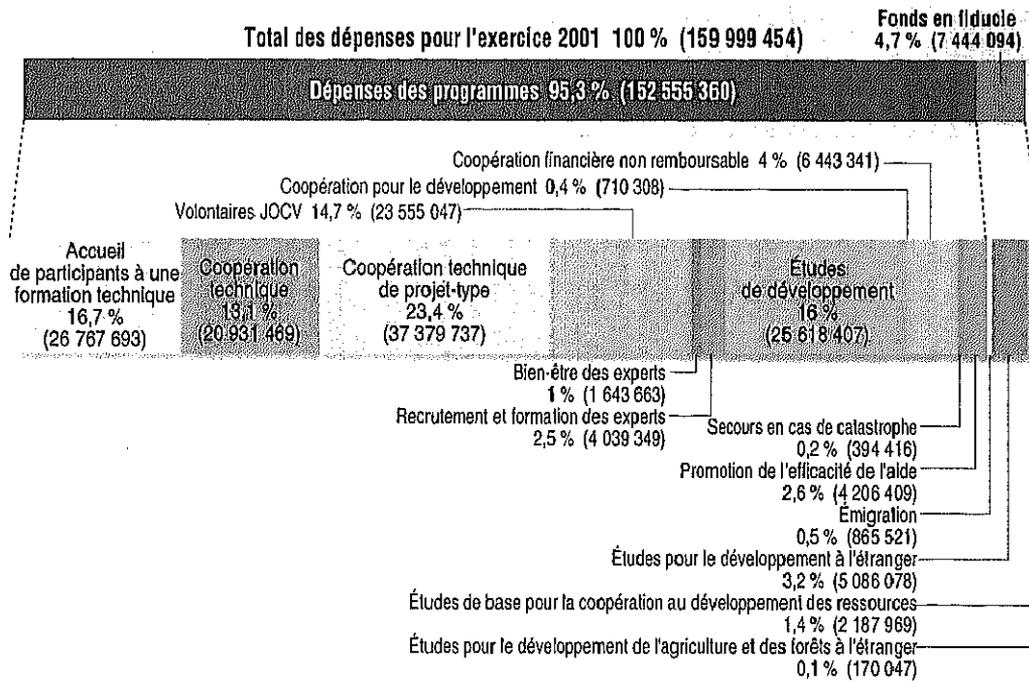
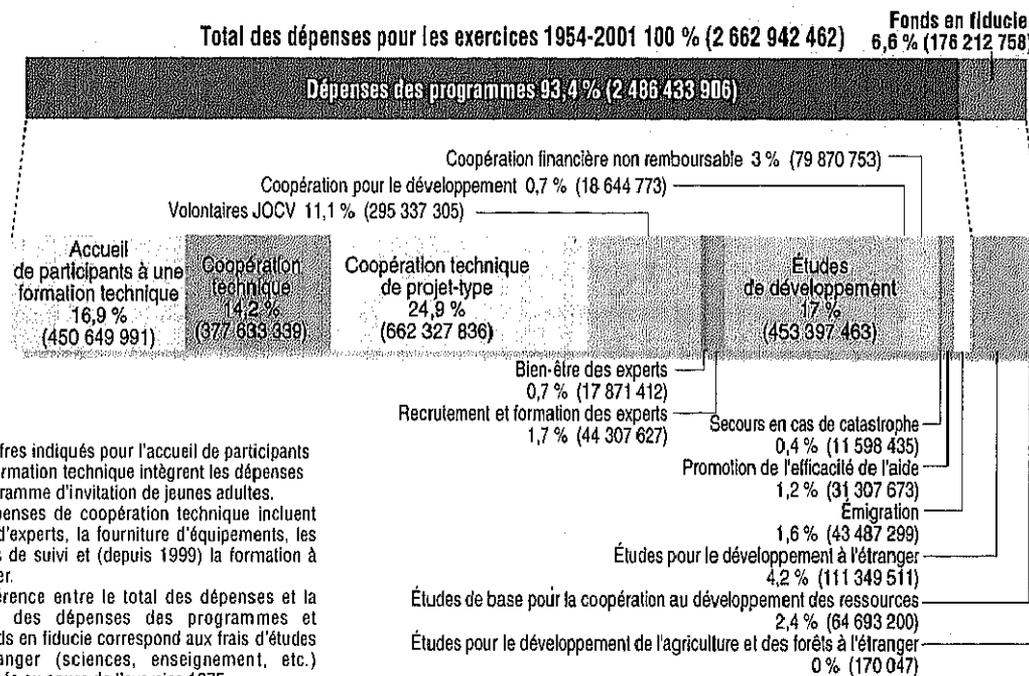
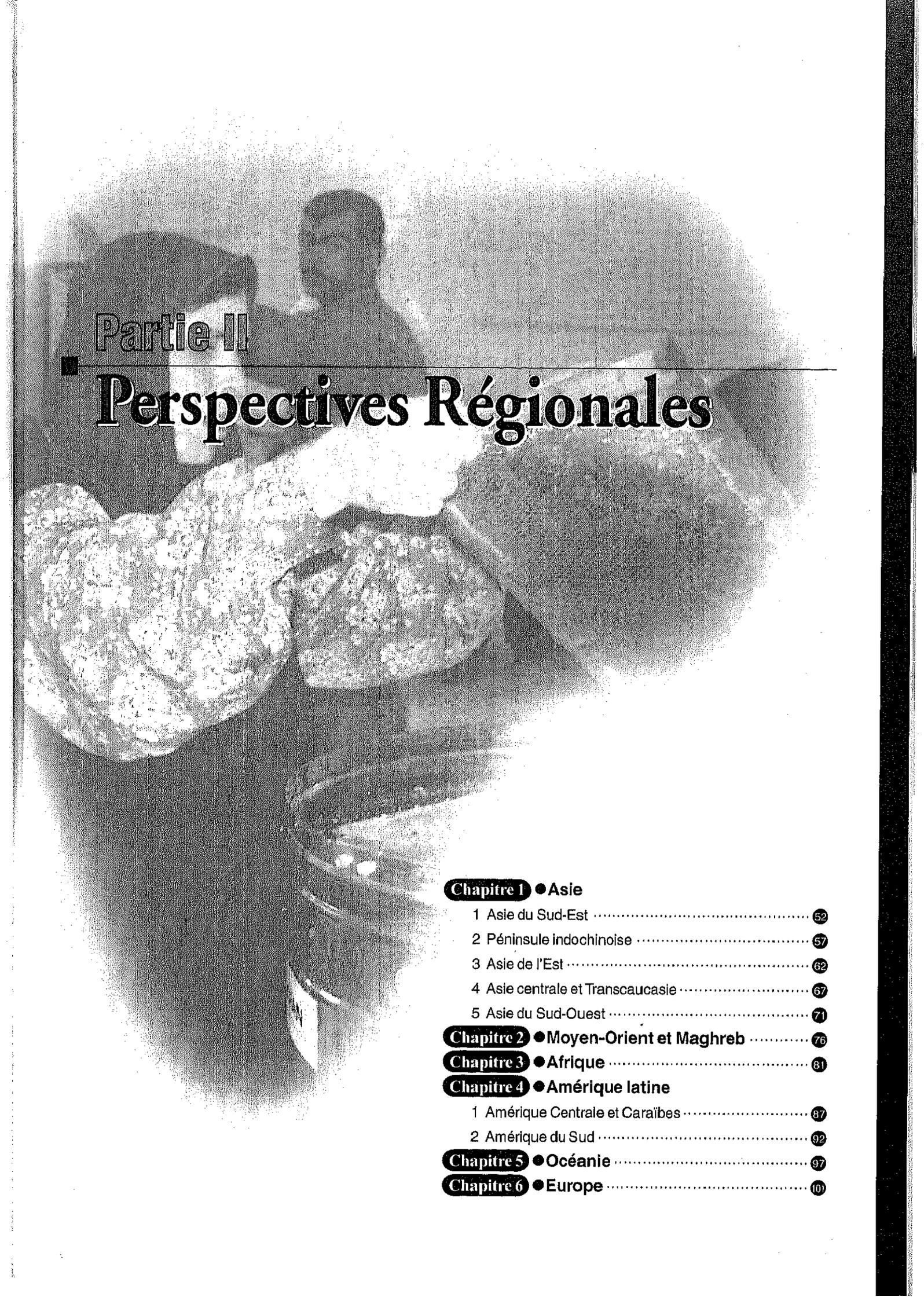


Figure 1-16 Ventilation des dépenses cumulées par programme (unité : 1 000 yens)



- Remarques :
1. Les chiffres indiqués pour l'accueil de participants à une formation technique intègrent les dépenses du programme d'invitation de jeunes adultes.
 2. Les dépenses de coopération technique incluent l'envoi d'experts, la fourniture d'équipements, les activités de suivi et (depuis 1999) la formation à l'étranger.
 3. La différence entre le total des dépenses et la somme des dépenses des programmes et des fonds en fiducie correspond aux frais d'études à l'étranger (sciences, enseignement, etc.) supprimés au cours de l'exercice 1975.



Partie II

Perspectives Régionales

Chapitre 1 • Asie

- 1 Asie du Sud-Est 52
- 2 Péninsule indochinoise 57
- 3 Asie de l'Est 62
- 4 Asie centrale et Transcaucasie 67
- 5 Asie du Sud-Ouest 71

Chapitre 2 • Moyen-Orient et Maghreb 76

Chapitre 3 • Afrique 81

Chapitre 4 • Amérique latine

- 1 Amérique Centrale et Caraïbes 87
- 2 Amérique du Sud 92

Chapitre 5 • Océanie 97

Chapitre 6 • Europe 10



Asie du Sud-Est

Piliers de l'aide Développement des Ressources Humaines et Renforcement des Capacités Nationales dans des Pays Unis au Japon par des Liens Solides et de Longue Date

Les liens étroits qui unissent de longue date l'Asie du Sud-Est et le Japon se traduisent aujourd'hui par des relations soutenues sur le plan social, politique, économique et culturel. Destination prisée des touristes du Japon, l'Asie du Sud-Est compte un grand nombre de résidents et sociétés de ce pays. Aussi nourrit-elle de grands espoirs concernant l'orientation et l'aide que ce dernier peut proposer dans nombre de domaines. Les projets de la JICA ont une incidence particulièrement importante sur le développement des ressources humaines et le renforcement des capacités nationales.

De la fin des années 1980 au début des

années 1990, les pays de la région ont connu une croissance économique considérable, phénomène qui a été salué en tant que « miracle asiatique ». Même si la région a été frappée par la crise économique dès 1997, diverses mesures ont progressivement remis les économies de certains de ces pays sur la voie de la reprise.

Dans ce contexte, la JICA attache une importance toute particulière à la mise en place, d'une manière efficace, rigoureuse et rapide, des projets répondant précisément aux besoins réels de chaque pays. Outre l'aide requise dans les secteurs traditionnels (agriculture, foresterie, pêche, développement social, mines et indus-

trie), l'Agence affronte résolument les défis posés par les nouveaux domaines : soutien aux personnes socialement défavorisées, environnement, technologies de l'information (TI), décentralisation et questions liées à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à la finance et à la bonne gestion des affaires publiques.

En vue d'encourager la coopération dans le cadre de l'ANASE, nous pensons que la JICA doit s'atteler à d'autres tâches importantes, comme l'extension de la coopération Sud-Sud* et la poursuite de la reconstruction au Timor oriental.

État Actuel du Développement Régional

Vers une Réussite Économique Durable

L'Asie du Sud-Est se compose de pays très divers : Singapour, où le produit national brut (PNB) par habitant est environ de 25 000 dollars ; la Malaisie, qui voudrait intégrer les rangs des nations industrialisées d'ici à 2020 ; l'Indonésie, puissance dominante au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) ; les Philippines, qui ont réussi à se doter de structures politiques et économiques stables un an après l'établissement de la nouvelle administration ; le Brunei, avec ses vastes ressources naturelles ; le Timor oriental, qui a été le premier pays à accé-

der à l'indépendance au XXI^e siècle. Associés au Japon de longue date, ils entretiennent actuellement avec ce pays des relations étroites sur le plan social, politique, économique et culturel.

La crise économique qui a commencé à déferler en juillet 1997 suite à l'effondrement du baht thaïlandais a grandement affecté ces pays. Toutefois, les réformes des structures économiques et l'aide internationale leur ont permis de stabiliser leurs monnaies. Leurs économies autrefois léthargiques ont amorcé une reprise grâce à une augmentation des exportations et une demande intérieure accrue. Les

Front Line

Voyage d'Études à Singapour pour les Lauréates d'un Concours de Rédaction Destiné aux Élèves des Écoles Secondaires de Premier Cycle

Singapour

Le Soutien Efficace de l'Association des Anciens Stagiaires

◆ Arrivée en gare de Singapour par le train de nuit

À la fin de mars 2002, quatre collégiennes japonaises d'une école secondaire de premier cycle sont descendues au petit matin à la gare de Singapour après un long voyage de nuit depuis Kuala Lumpur. Ces jeunes filles, qui s'étaient particulièrement distinguées parmi les quelque 12 042 participants au concours de rédaction organisé durant l'exercice 2001 dans les écoles secondaires de premier cycle, avaient été récompensées par un séjour d'études à l'étranger. Ayant terminé leur visite de la Malaisie, elles étaient sur le point d'entreprendre un voyage d'études de quatre jours à Singapour.

En préparant la venue des collégiennes, le personnel du bureau de la JICA à Singapour s'inquiétait de savoir si des élèves du secondaire pourraient comprendre quel sens peut revêtir la coopération internationale dans un pays disposant d'un niveau de technologie aussi élevé. Si le programme des JOCV est facile à appréhender pour des élèves du secondaire, il n'existe pas en effet de site de coopération accueillant des volontaires japonais à Singapour. Profitant de ce que la visite des sites de coopération internationale de Malaisie était inscrite au programme des

collégiennes, il fut décidé que le cours de formation mettrait l'accent sur les échanges internationaux avec Singapour.

Le bureau a donc préparé le cours. Après une présentation générale de Singapour et une explication du travail accompli par le bureau de la JICA, les collégiennes devaient visiter l'agence de formation technique accueillant des stagiaires d'Asie et d'Afrique et l'institution affiliée où les experts se livrent à des recherches sur la pêche. Le programme prévoyait également des échanges avec des élèves d'écoles techniques de Singapour et un séjour chez l'habitant.

◆ Soutien de l'association des anciens stagiaires

Toujours d'un grand secours, l'association des anciens stagiaires de la JICA fut d'emblée appelée à l'aide.

Même si la coopération technique avec Singapour est terminée depuis 1997, les Singapouriens qui avaient connu le Japon par la voie du programme d'accueil de participants à une formation technique et le programme d'invitation de jeunes adultes ont formé une association des anciens, qui entretient des liens d'amitié entre Singapour et le Japon. Le président de cette association a accepté avec enthousiasme d'organiser des activités d'échange avec les élèves et des séjours chez l'habitant. Pour ce faire, des familles dont les filles sont du même âge que les collégiennes ont été sélectionnées et informées avant leur venue des centres d'intérêt et des préférences alimentaires de ces dernières.



Échanges avec des élèves singapouriennes

Invitée à donner son sentiment sur le voyage d'études, l'une des jeunes Japonaises a répondu : « Je ne m'étais pas assez bien préparée ». Lorsque cette réponse est parvenue aux oreilles d'un membre du personnel du bureau, celui-ci a su que cela valait vraiment la peine de s'être occupé de ces jeunes filles.

Pour plus de détails sur ce voyage d'études, vous pouvez consulter le site de l'association des anciens (adresse : <http://www.geocities.com/jica-aas/>).

(Bureau de la JICA à Singapour)



Cours de formation donné par un expert (Indonésie)

efforts devront être poursuivis pour arriver à une croissance économique stable ; il faut en effet finir de réformer les institutions régissant les secteurs économiques et financiers pour parvenir à une gestion saine sur le plan macroéconomique et développer l'infrastructure* industrielle pour être plus concurrentiel à l'échelle internationale. L'aide aux pauvres et aux personnes socialement défavorisées, laissés pour compte du processus de développement, prend par ailleurs toujours plus d'importance.

Des Pays aux Spécificités Propres

Dans le cadre de la politique japonaise « des avancées et des actions communes » avec les pays de l'Asie du Sud-Est, la JICA suit une approche globale et procède à l'envoi de conseillers en matière de politique dans les domaines requis et à la formation de fonctionnaires administratifs. Afin de répondre d'une manière équitable et appropriée aux pays de l'ANASE, la JICA coopère dans le même temps avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui est l'institution de référence pour le libre-échange entre toutes les nations. Les efforts actuels des pays de la région pour relancer leur économie et retrouver la stabilité sociale ont porté leurs fruits.

Suite en partie à la crise économique asiatique, les Philippines et l'Indonésie ont été le théâtre de bouleversements politiques. Aux Philippines, en raison des scandales de corruption à répétition qui ont entaché l'administration dirigée par l'ancien président Joseph Estrada, ce dernier a été remplacé en janvier 2001 par Gloria Macapagal Arroyo. Prônant une politique de paix et de développement, l'administration Arroyo a renoué le dialogue avec les guérillas antigouvernementales et s'est engagée à réduire la pauvreté et à éliminer la corruption. En Indonésie, après la chute du régime autocratique de Suharto, président élu à vie, et celle des gouvernements dirigés par Abdurrahman Wahid puis par Baharuddin Jusuf Habibie, la situation politique s'est quelque peu stabilisée sous la nouvelle administration formée par Megawati Sukarnoputri.

Comme nous l'avons vu au début du chapitre, l'Asie du Sud-Est - qui regroupe les premiers membres de l'ANASE (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines et Singapour) et le Timor oriental - est bien une région tout à fait unique avec des pays possédant chacun ses spécificités propres.

Traitement des Problèmes Prioritaires dans les Projets de la JICA

Soutien de la Politique Économique

Amorcée avec la chute brutale de la monnaie thaïlandaise en juillet 1997, la crise économique asiatique a tempéré le climat économique favorable dont bénéficiaient les pays de la région. Leurs gouvernements ont été contraints de réintroduire des restrictions budgétaires et de revoir leur politique de développement. La situation varie cependant d'un pays à l'autre. Les conséquences sociales ont parfois été importantes, se manifestant par une rapide augmentation du chômage. En Indonésie, la crise économique a été particulièrement sévère et a même conduit le président Suharto à démissionner, accentuant la confusion économique et sociale.

Par la suite, l'économie indonésienne a repris progressivement. Toutefois, d'importantes questions, telles que le lourd

fardeau de la dette, la restructuration du secteur financier et les mesures adéquates face à la mondialisation économique, restent toujours sans réponse. Afin de soutenir les efforts du gouvernement indonésien sur la voie d'une plus grande stabilité et d'une croissance économique durable, le Japon conduit des activités de conseil en matière de politiques. Fondé sur l'accord passé entre le premier ministre japonais Koizumi et le président indonésien Megawati, ce soutien prend la forme de discussions animées par six chercheurs japonais dans divers domaines : gestion macroéconomique, réforme du secteur financier, promotion des petites et moyennes entreprises (PME), développement de l'investissement privé, décentralisation du pouvoir et démocratisation.

Renforcement du Soutien pour une Bonne Gestion des Affaires Publiques

L'instauration d'une bonne gestion des affaires publiques* est aujourd'hui un important problème commun aux pays de l'Asie du Sud-Est. Ainsi, la décentralisation du pouvoir est-elle encouragée aux Philippines et en Indonésie et la JICA, dans son programme de coopération, choisit-elle des questions prioritaires, telles que le développement régional et plus particulièrement le développement des ressources humaines de la région.

L'Indonésie souhaitant par ailleurs promouvoir à l'échelle nationale le respect des lois, de la justice, de l'égalité et des droits de l'homme, la réforme du système judiciaire constitue par conséquent un grand enjeu politique.

Suite à l'enquête effectuée en janvier 2002, la JICA a décidé, par le biais de programmes de formation au Japon et de séminaires en Indonésie, de mettre au point de futures activités de coopération.

Aide à l'Application des Accords de l'OMC

Parce qu'il est étroitement lié aux problèmes de développement, tels que l'investissement, le travail et l'environnement, le commerce constitue un secteur d'activité qui devrait grandement influencer les stratégies de réduction de la pauvreté des pays en développement (PED). En particulier, la formulation et l'application des accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui sont des règles internationales arbitrant les échanges multilatéraux, aideront chaque pays dans le monde à bénéficier équitablement de ces mêmes échanges. L'application des accords de l'OMC pose toutefois de nombreux problèmes aux PED dans divers domaines, notamment pour leur transposition dans le droit national et la formation d'experts.

Afin que ces PED puissent bénéficier des avantages du système d'échanges multilatéraux et en vue de faciliter les négociations commerciales multilatérales qui suivront

Front Line

Activités pour l'Amélioration de l'Éducation Préscolaire

Malaisie

Pour une Éducation Préscolaire du Même Niveau de Qualité que C'est de Pays Industrialisés

Volontaires Seniors

◆ La musique et l'éducation physique au cœur des activités pédagogiques

Les quelque 8 137 écoles maternelles publiques que compte la Malaisie sont sous le contrôle du ministère du Développement régional. Le Bureau de développement communautaire (KEMAS) est quant à lui responsable de la gestion et de l'enseignement.

Les volontaires seniors détachés auprès du KEMAS depuis 1995 se sont efforcés d'améliorer le contenu pédagogique et la formation des institutrices : ils ont révisé les programmes de musique et d'éducation physique qui n'étaient pas encore au point, mis en place des principes directeurs pour l'enseignement et organisé des stages au centre de formation. Résolument moderne, le volontaire senior actuel a placé l'expression créatrice au premier plan.

◆ Un pays industrialisé d'ici à 2020

Le gouvernement malais, qui a fortement investi dans l'enseignement universitaire et l'éducation professionnelle afin de développer ses ressources humaines et d'accéder au statut de pays industrialisé d'ici à 2020, attache également beaucoup

d'importance à l'éducation préscolaire. Il est en effet essentiel que les enfants comprennent dès les petites classes l'importance du raisonnement logique et des règles si l'on veut être sûr de disposer plus tard de ressources humaines compétentes.

◆ Création d'une école maternelle par des apports d'aide financière non remboursable pour les petits projets locaux

Les volontaires seniors ont tous été jusqu'ici d'accord sur un point : le meilleur moyen de sensibiliser les professeurs est de leur faire visiter une école maternelle idéale sur le plan de l'enseignement.

L'enthousiasme de l'actuel volontaire senior a permis de mettre en place une école maternelle modèle grâce à la fourniture d'une aide financière non remboursable pour les petits projets locaux*. Les volontaires seniors et les JOCV travailleront de concert pour faire de cette école un site idéal d'éducation préscolaire, en utilisant les meilleures méthodes et aides didactiques actuelles.

Ce projet poursuit deux objectifs. Le premier consiste à inviter des personnes liées à des écoles maternelles de différentes régions à visiter et inspecter l'école



Formation d'institutrices d'école maternelle

pour qu'elles repartent avec des solutions de gestion et des contenus pédagogiques qui leur permettront de relever le niveau des écoles de leur région. Le second, tout aussi important, est d'assurer un apprentissage à d'excellents moniteurs afin qu'ils puissent devenir des instructeurs principaux capables d'améliorer les compétences des institutrices dans les six centres de formation du pays.

Ce projet exige beaucoup d'investissement en temps, mais il est certain qu'il devrait, une fois terminé, contribuer à l'amélioration du niveau d'enseignement dans toute la Malaisie.

(Bureau de la JICA en Malaisie)

l'Uruguay Round, il est très important d'aider ces pays à renforcer leurs capacités*, à commencer par les organes administratifs chargés d'appliquer les accords de l'OMC (formation des représentants officiels, restructuration des organisations, etc.). Dans cette perspective, la JICA prévoit d'apporter son soutien à quatre pays ayant demandé une aide d'urgence : Indonésie, Malaisie, Philippines et Thaïlande.

Promotion de la Coopération Sud-Sud

Les pays d'Asie du Sud-Est ont été parmi les premiers bénéficiaires de la coopération technique du Japon. Si ces pays étaient par le passé exclusivement des bénéficiaires, ils assurent actuellement une coopération Sud-Sud, sous la forme de stages de formation pour les pays tiers* et d'envoi d'experts de pays tiers*, non pas uniquement dans les pays voisins, mais également dans les pays d'Afrique et d'Amérique latine.

À Singapour, où la coopération technique du Japon a pris fin en 1998, un programme de partenariat pour le XXI^e siècle, le Japan-Singapore Partnership Program for the 21st Century (JSPP21), avait été lancé en 1997. Dans le cadre de ce programme, le Japon et Singapour ont travaillé comme de véritables partenaires, et non dans une relation bénéficiaire-donateur* (pays et organismes donateurs), en vue de soutenir les PED de la région et d'ailleurs. De même, le Japon et les Philippines ont conclu en janvier 2002 le Japan-Philippines Partnership Program (JPPP), lequel prévoit des stages pour les pays tiers avec partage des frais.

Dans la région de l'ANASE, les membres fondateurs de l'association assurent une coopération Sud-Sud sous la forme de stages pour les pays tiers destinés aux nouveaux membres, notamment le Laos, le Cambodge, le Vietnam, le Myanmar et le Timor oriental, pays jeune qui vient juste

d'accéder à l'indépendance. Une coopération à l'intention de l'Afghanistan, pays musulman actuellement en reconstruction, est également envisagée. Des efforts sont nécessaires dans chaque domaine et dans chaque pays et la JICA s'emploiera activement à soutenir la coopération Sud-Sud.

Indépendance et Soutien du Timor Oriental

Par le référendum du 30 août 1999, le Timor oriental a fait sécession de l'Indonésie. Malheureusement, les troubles de l'ordre public qui ont suivi ont dévasté plus de 70 % des bâtiments et autres installations sur le territoire, entraînant un afflux de réfugiés. Depuis, la reconstruction du pays a régulièrement progressé sous l'autorité provisoire des Nations unies et le pays a gagné son indépendance le 20 mai 2002.

Depuis le début de l'année 2000, la JICA soutient le Timor oriental dans ses efforts de reconstruction. Pour qu'il puisse mettre en place à moyen terme une économie durable et une société viable, la JICA continue de lui apporter un soutien actif, en privilégiant les types de développement suivants : valorisation des ressources humaines et renforcement des institutions, développement de l'agriculture et des villages ruraux, et enfin, modernisation et entretien de l'infrastructure.

L'expérience acquise jusqu'ici dans le cadre du soutien à la reconstruction du Timor oriental sera exploitée au maximum pour la consolidation de la paix après les conflits dans d'autres pays et régions, notamment en Afghanistan.



Observation des procédés de teinture à Okinawa

Myanmar

Laos

Thaïlande

Vietnam

Cambodge

Péninsule indochinoise

Piliers de l'Aide Nécessité d'une Action à Long Terme en Faveur des Économies Laissées Exsangues par la Guerre

En raison de facteurs historiques et géographiques, les pays de la région, à l'exception de la Thaïlande qui a rapidement progressé à compter de la fin des années 1980, sont d'une manière générale en retard sur les autres pays de l'ANASE. La longue période de domination coloniale, la dictature exercée par les gouvernements, les guerres incessantes et les bouleversements politiques ont détruit les infrastructures* de production de ces nations qui ne sont plus à même d'offrir des vies normales à leurs ressortissants. Les individus doués de talents particuliers ont été découragés ou ils ont émigré. Aujourd'hui encore, bien que la situation politique se normalise peu à peu, les cicatrices du passé ne sont pas refermées et une action à long terme s'impose pour la reconstruction.

Si le Vietnam, le Cambodge et le Laos connaissent de nombreux problèmes, la JICA se consacre plus particulièrement aux questions urgentes, telles

que l'amélioration de l'infrastructure, le développement de l'agriculture et des forêts, l'environnement, l'éducation, ou encore la santé et les soins médicaux. Dans le même temps, elle s'intéresse de près aux problèmes liés à la bonne gestion des affaires publiques et à la politique macroéconomique, notamment aux réformes sur le plan administratif, financier et politique ou à l'instauration de structures d'économie capitaliste. Dans ces domaines, ses actions de coopération se concentrent sur le développement des ressources humaines, la politique et le renforcement des institutions. Au Vietnam, au Myanmar et au Laos, elle soutient les politiques et systèmes nationaux par des activités de recherche sur la politique économique, menées conjointement avec des fonctionnaires administratifs des pays partenaires, et des recommandations de politique générale. À l'avenir, la coopération s'inspirera des recommandations en matière d'assistance afin de

répondre aux divers problèmes posés en termes administratifs, financiers et politiques.

En ce qui concerne la Thaïlande, pays le plus développé de la région, la JICA soutient une société que la crise économique a rendue vulnérable, tout en proposant un axe de développement en matière de réforme administrative, financière et politique. À partir de l'axe proposé, elle définit les questions prioritaires, principalement dans des domaines tels que la décentralisation, la promotion des petites et moyennes entreprises (PME) et la sécurité sociale, afin de fournir une coopération ciblée sur des points précis.

Enfin, même si la coopération régionale est modulée avec pour objectif principal de réduire les disparités de développement au sein de l'ANASE et de la région du Mékong, la JICA prévoit d'apporter à chacun de ces pays une aide énergique en fonction de leurs spécificités propres.

État Actuel du Développement Régional

Reconstruction et Introduction d'une Économie de Marché après la Guerre

Située entre les deux grands pays que sont la Chine et l'Inde, la partie nord de l'Asie du Sud-Est continentale comprend cinq pays : Vietnam, Laos, Cambodge, Thaïlande et Myanmar. Ces pays se partagent des ressources naturelles concentrées sur le fleuve Mékong, qui s'écoule du nord au sud en traversant par le milieu la péninsule indochinoise, et sont étroitement liés sur le plan économique, culturel et historique.

Toutefois, les événements historiques de ces dernières années ont entraîné des différences considérables entre ces pays au niveau politique et économique. À l'exception de la Thaïlande, qui a rapidement progressé dès les années 1980 et catalysé le développement régional, tous ces pays ont connu la guerre civile et le chaos politique, de sorte que leurs économies sont dans leur ensemble à la traîne par rapport à l'Asie de l'Est.

Pendant de nombreuses années, le Japon a apporté un soutien économique après la seconde guerre mondiale. L'aide aux pays de la région a ensuite été gelée avec l'éclatement de la guerre du Vietnam, et jusqu'à la seconde moitié des années 1980, les relations diplomatiques ont été pratiquement interrompues.

L'introduction de la politique Doi Moi (« Rénovation ») au Vietnam, d'approches et de mécanismes économiques novateurs au Laos en 1986 et les accords de paix de Paris en 1991 ont favorisé l'instauration de politiques de libéralisation économique et l'introduction d'une économie de marché au Vietnam, au Laos et au Cambodge. Ce qui a amené le Japon à reprendre la fourniture de l'aide.

Un régime militaire accaparant le pouvoir depuis 1962, le Myanmar a bénéficié d'investissements extrêmement limités de l'Occident à cause de son incapacité à respecter la démocratie. Aussi l'économie du pays a-t-elle stagné. Depuis 1988 cependant, le gouvernement du Myanmar s'oriente vers l'établissement d'une économie de marché ouverte et renforce graduellement les relations avec ses voisins de l'ANASE et le Japon.

Les Nouveaux Défis de la Libéralisation Économique

Telle était la situation politique et économique lorsque la crise économique asiatique, amorcée en Thaïlande en juillet 1997, a eu des incidences économiques indirectes sur les quatre nouveaux membres de l'ANASE. Toutefois, elle n'a pas entraîné de changements majeurs dans leurs politiques de réforme économique. En avril 1999, le Cambodge a été le dernier parmi les cinq pays de la péninsule indochinoise à entrer dans l'ANASE et la zone de libre-échange de l'ANASE (ZLEA). À l'avenir, la libéralisation économique, par l'élimination des barrières tarifaires dans le cadre de la ZLEA et la conclusion d'un accord de libre-échange (ALE) entre la Chine et l'ANASE, devrait gagner la péninsule indochinoise. Les quatre pays les moins développés de la région ont régulièrement progressé en s'intégrant à la communauté internationale. Toutefois, ils doivent affronter de nouveaux défis et notamment apprendre comment devenir compétitifs à l'échelon international, afin de protéger et développer leurs propres économies face à la libéralisation économique.



Séminaire au Centre de coopération Vietnam-Japon pour les ressources humaines

Traitement des Problèmes Prioritaires dans les Projets de la JICA

Extension du Soutien en Faveur de la Réforme Juridique et des Politiques Économiques

Les vestiges de structures organisationnelles, de lois et

de mesures reflétant fortement les concepts politiques du communisme et de l'économie dirigée sont encore bien visibles dans plusieurs pays de la région.

Les longues années de régime autoritaire et de guerre civile ont empêché la mise en place d'institutions politiques et économiques fondamentales qui, de ce fait, font toujours défaut. Les conditions sociales qui prévalent dans ces pays sont relativement similaires. En tant que seul pays industrialisé particulièrement intéressé par une coopération économique avec l'ensemble de la région, il est attendu du Japon qu'il apporte une aide sur plusieurs plans : modernisation des principales lois, développement économique, introduction d'une économie de marché et aussi, réforme administrative, financière et politique.

Avec l'aide des ministères et des départements ministériels, des institutions universitaires et des organisations pertinentes, la JICA répond à ces demandes par la création de structures de soutien intérieures et la fourniture d'une aide

multilatérale* conjuguant diverses méthodes : envoi d'experts de la coopération technique, accueil de participants à une formation, études de développement et fourniture d'équipements et de matériels.

Parmi les principaux projets en cours, la JICA continue de soutenir l'introduction de l'économie de marché au Vietnam par la création d'un Centre Japon* et par une aide technique visant à améliorer les systèmes vitaux et à favoriser le développement des ressources humaines. Des projets destinés au soutien politique et institutionnel* sur le plan économique sont menés au Laos et au Myanmar. Dans le domaine juridique, la JICA participe à la modernisation du droit cambodgien et vietnamien en fournissant des conseils et des orientations sur l'élaboration et la révision des lois et la formation d'experts. La JICA apporte un soutien

Front Line Soutien à la Construction d'Écoles Primaires au Laos par l'Association Kochi-Laos

Kochi

Création de Sociétés par le Conseil des Étudiants d'une École Supérieure de Commerce

◆ Les débuts de l'Association Kochi-Laos

L'ambassadeur japonais alors en poste au Laos et un ancien expert de la coopération technique de la JICA originaire de la préfecture de Kochi étaient camarades de classe durant le secondaire. C'est ce hasard qui a conduit en 1994 un groupe d'experts de cette même ville à visiter le Laos. Et ces derniers ont adhéré aux propos de l'ambassadeur : « Le développement du Laos passe par le développement des ressources humaines, et le développement des ressources humaines passe par l'enseignement primaire ». Aussi, pour aider à la construction d'écoles primaires, ils ont formé une organisation non gouvernementale (ONG), l'Association Kochi-Laos.

Cette campagne a immédiatement attiré l'attention de diverses écoles, ainsi que d'associations d'échanges internationaux de la préfecture de Kochi et des fonds considérables ont pu être rassemblés par les citoyens, notamment par les élèves.

◆ Participation active d'une école supérieure de commerce à la coopération

En juillet 1995, deux écoles primaires (Bane Vang Khee et Bane Phongn) ont été bâties à 120 km au nord de

Vientiane, capitale du pays. Depuis, des écoles ont également été construites à Bane Khaem, Bane Xanggnai, Simmano (collèges) et Bane Phaylorn. Afin de relever les capacités d'auto-assistance du Laos, l'association a fondé en 1997 un comité local de construction et s'est engagée à soutenir ce dernier dans le cadre de sa campagne.

Celle-ci ne s'est pas limitée à la construction d'écoles primaires par l'ONG, elle s'est enrichie de voyages d'étude, sous l'égide de la Kochi International Association. Enfin, l'école supérieure de commerce de la ville de Kochi a elle aussi commencé à s'investir dans les activités de soutien par l'intermédiaire de son conseil des étudiants.

Rapidement, ce dernier a soutenu les activités de l'Association Kochi-Laos. S'appuyant sur les compétences de l'école, il a fondé dès 1996 des sociétés chargées, à chaque fois pour un an, de vendre les objets d'artisanat local achetés grâce aux capitaux collectés. La différence entre les gains et les dividendes ver-



Elèves de dernière année de l'école primaire Bane Khaem, construite avec l'aide de l'Association Kochi-Laos

sés aux actionnaires a été confiée à l'Association Kochi-Laos. En 2000, le conseil des étudiants a programmé et proposé à Promotion Union, syndicat des commerçants du quartier d'affaires Hariyama-bashi de la ville de Kochi, d'organiser un festival de rue. Ce dernier a volontiers accepté et l'exposition de produits laotiens, le concert de musiciens de rue ainsi que le défilé de mode organisé par les magasins adhérents ont permis de redonner vie au quartier commerçant. Ce type d'activités réalisées par le conseil des étudiants suscite dans la région un vif intérêt en tant qu'exemple concret d'éducation pour le développement.

(Antenne de la JICA à Shikoku)

politique et institutionnel depuis moins de dix ans seulement et ces efforts suscitent par conséquent un vif intérêt à l'intérieur et à l'extérieur du Japon.

Renforcement des Liens avec les Autres Organismes d'Aide

Les nombreux organismes d'aide engagés au Vietnam et au Cambodge développent entre eux des liens efficaces et stratégiques et favorisent l'échange d'informations détaillées dans leurs domaines respectifs. Au Vietnam, par exemple, des partenariats* se sont formés dans plus de vingt domaines importants entre une agence gouvernementale et un donateur* apparenté (pays ou organisme donateur). Tout en respectant l'indépendance du gouvernement vietnamien, les actions de la JICA sont coordonnées et prennent en compte les liens et la coopération existants entre les organismes d'aide compétents dans les différents domaines. Le Japon conduit actuellement des partenariats dans divers secteurs et l'Agence prend part à cette nouvelle évolution en s'appuyant sur les mécanismes de l'étude de développement et de l'envoi d'experts.

Dans les pays de la péninsule indochinoise, les ONG sont nombreuses à apporter depuis longtemps un soutien aussi dynamique que celui des organismes d'aide publics. De multiples organisations ont une tradition dans le domaine de l'aide qui est bien antérieure à l'apparition des principaux donateurs et leurs activités sont chaleureusement accueillies par les pays bénéficiaires.

Dans ces pays, la JICA a commencé à travailler sur plusieurs projets dans les domaines de l'éducation, des soins médicaux, du bien-être social et de la culture. Elle s'appuie sur l'ensemble d'initiatives conduites de concert avec les organisations non gouvernementales (ONG) et les institutions universitaires dans le cadre de programmes mis au point ces dernières années.

Au Cambodge, des organismes des Nations unies et des ONG sont engagés dans de nouvelles formes de coopération concernant la consolidation de la paix, et notamment le déminage et les soldats démobilisés. Dans ce contexte, la JICA se doit de collaborer avec ces pionniers dans le domaine de l'aide. Ainsi, les différentes organisations peuvent-elles se compléter sur le plan de la sécurité et des mesures de soutien.

Développement du Bassin Fluvial du Mékong

La grande région formée par la péninsule indochinoise détient les meilleures chances de développement rapide. Des actions de coopération transfrontières de grande ampleur et équilibrées dans l'ensemble de la région sont actuellement en cours. Elles s'inscrivent dans le cadre du projet de coopération économique avec la région du Grand

Mékong (Economic Cooperation with the Greater Mekong Subregion, GMS), proposé par la Banque asiatique de développement (BasD) et lancé en 1992, et du Forum de développement global Indochine (Indo-China Comprehensive Development Forum), proposé par le gouvernement japonais en 1993.

Grand projet d'infrastructure* concernant le bassin du Mékong, la création d'un corridor est-ouest suscite un formidable intérêt. L'objectif est d'établir une artère reliant la Thaïlande à la mer de Chine en passant par le Vietnam, une voie qui devrait contribuer au développement économique de l'ensemble de la région et même du Laos, qui n'a pas d'accès maritime. La JICA est responsable d'une partie importante des travaux et notamment des études détaillées pour la conception du pont international du Mékong n° 2, qui relie les berges thaïlandaise et laotienne du fleuve. Elle apporte également une coopération financière non remboursable pour les réparations de la route nationale 9, qui traverse le Laos. À l'avenir, la coopération ne devrait plus se limiter à l'aspect « matériel », c'est-à-dire la construction de routes et de ponts, mais également porter sur l'aspect « logiciel », autrement dit les réformes institutionnelles afin que l'ouverture du corridor est-ouest soit véritablement en phase avec le développement économique de la région.

Poursuite de la Coopération Sud-Sud dans le Domaine du Développement des Ressources Humaines

Le Cambodge est devenu en 1999 le dixième membre de l'ANASE, une organisation confrontée à un problème majeur, à savoir rectifier les disparités économiques existant en son sein.

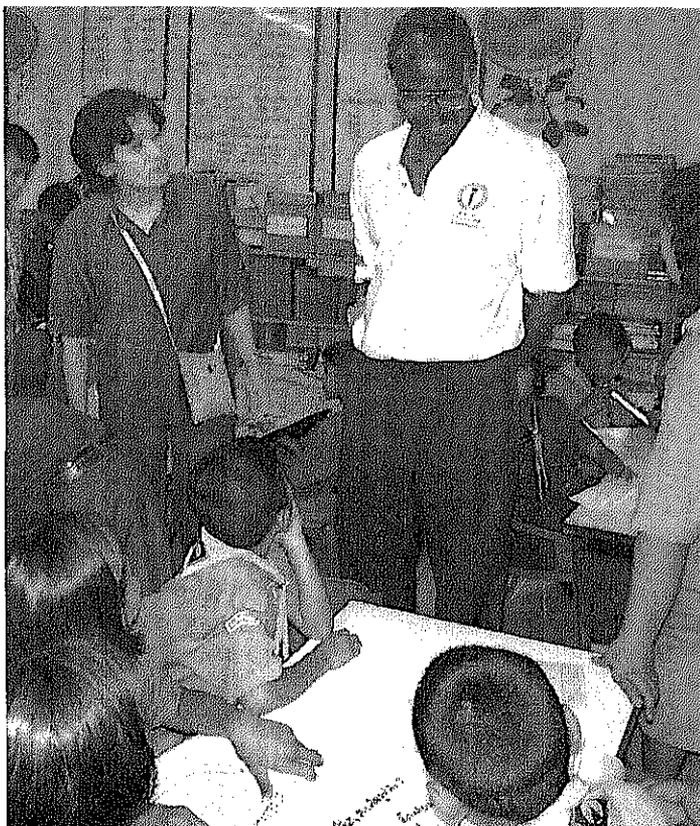


Le pont de Pakse, au Laos, a été construit grâce à la coopération financière non remboursable.

Le Japon pense que la Thaïlande peut servir de base à la coopération pour le développement du bassin du Mékong et de l'ANASE et envisage un net développement des stages pour les pays tiers* et des projets locaux à destination des pays de cette région.

En 1994, le Japon et la Thaïlande ont conclu un accord dans le cadre du Japan-Thailand Partnership Program (JTPP), programme de partenariat* qui a pour objet d'étendre les stages pour les pays tiers. Quinze cours de formation de ce type (l'un des objectifs de l'exercice 2000) ont ainsi pu être créés.

La JICA réalise actuellement des projets à l'échelle de la région dans les domaines suivants : lutte contre les parasites, accès à l'autonomie pour les personnes handicapées, lutte contre la drogue, enseignement technique supérieur et contrôle des maladies animales. Divers projets de coopération régionale ont par ailleurs été lancés afin de rectifier les disparités existant parmi les nations de l'ANASE.



Projet de lutte internationale contre les parasites en Thaïlande

Front Line

Projet de Promotion de l'Alphabétisation des Adultes dans la Région Montagneuse du Nord

Vietnam

Alphabétisation et Éducation des Adultes d'une Minorité Ethnique

Programme de Partenariat Local de la JICA

◆ Le retard de la région montagneuse du Nord

Suite à l'introduction de la politique Doi Moi (« Rénovation ») en 1986, le Vietnam a connu un remarquable développement économique dans les années 1990. Hô Chi Minh-Ville, unique ville commerciale du pays, et Hanoi, la capitale, sont florissantes et les rues sont encombrées de motocyclettes, le plus souvent de marque Honda. Au cours de l'exercice 2000 toutefois, le PNB par habitant est resté faible, avec seulement 400 dollars. Suite au rapide développement économique, l'écart s'est creusé entre les zones riches des villes et les zones pauvres des régions, notamment dans la région montagneuse du Nord.

On compte 54 groupes ethniques au Vietnam. Quatre-vingt pour cent de la population est d'origine Kinh, les vingt pour cent restants appartiennent à des minorités ethniques menant une existence rude dans les régions montagneuses. Leurs membres, notamment les Muong et les Thai, vivent pour la plupart dans la province de Chau, dans le nord du pays, à la frontière avec la Chine et le Laos. Depuis 2000, la Fédération japonaise des clubs

UNESCO au Japon, bien connue dans le pays, met en œuvre le premier programme de partenariat local de la JICA, dont le thème est la promotion de l'alphabétisation des adultes.

◆ Construction de « terakoya » pour les minorités ethniques

Le gouvernement vietnamien a déclaré en 2000 que les mesures prises lui avaient permis d'atteindre à l'échelle du pays les normes qu'il s'était préalablement fixé en matière d'alphabétisation et d'éducation primaire. Le Vietnam peut ainsi se prévaloir du meilleur taux d'alphabétisation de tous les pays en développement (98 % en 1998). Pourtant, la province de Lai Chau est peuplée de minorités ethniques avec une langue propre et nombre de ses habitants ne savent ni lire, ni écrire, ni compter. Dans le cadre du programme de partenariat local, des centres d'éducation communautaires communément appelés « terakoya » ont été construits dans 40 villages de cette province qui regroupe la plupart des minorités ethniques. Ces centres constituent l'infrastructure* nécessaire à l'éducation des adultes et offrent



Membres de la minorité Muong venus assister à la cérémonie d'ouverture d'un centre d'éducation pour adultes

diverses possibilités d'apprentissage.

Les 40 centres actuellement achevés dispensent des cours d'alphabétisation et de formation technique pour contribuer à l'amélioration des revenus. Conscients du rôle que le projet joue dans la formation des laissés pour compte de l'éducation, dans l'amélioration des conditions de vie des villageois et dans la revitalisation de l'économie régionale, l'administration de la province de Lai Chau et le ministère de l'Éducation et de la Formation du pays fondent de grands espoirs sur ce projet.

(Bureau de la JICA au Vietnam)